

## Le retour du nucléaire à la Commission Européenne ?

Le 10 mars s'est tenu à Paris le deuxième Sommet Mondial Nucléaire, sous l'égide de la France et de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique. Dans son discours la Présidente de la Commission Européenne a qualifié « **d'erreur stratégique grave** » la mise sous le boisseau, depuis des décennies, du rôle majeur que l'énergie nucléaire peut et doit jouer pour contribuer à un mix qui soit décarboné, abordable économiquement et fiable. La situation géopolitique mondiale et les crises à répétition rendent le recours au nucléaire de jour en jour plus nécessaire, pour aujourd'hui, demain et après-demain.

Une tribune vient d'être publiée par SLC, qui argumente sur les bons choix qui doivent maintenant être faits, au-delà des paroles et des intentions. Se fonder sur le nucléaire existant en prolongeant le fonctionnement de réacteurs est l'évidence. Ensuite il faut construire une flotte de gros réacteurs pour préparer la relève, tout en développant les réacteurs avancés et la fermeture du cycle. Les petits réacteurs modulaires quant à eux peuvent servir des usages particuliers, y compris pour la fourniture de chaleur.

La tribune aborde aussi la question des parts respectives du nucléaire et des énergies renouvelables (intermittentes). A quelles nécessités répond la combinaison de deux énergies, l'une pilotable et l'autre pas ? Quel devrait être alors l'ordre des priorités ? Que signifie enfin la fameuse « neutralité technologique » qu'on nous ressort comme un mantra ? A défaut d'avoir prioritairement élucidé ces questions, nous sommes aujourd'hui face à l'obstacle : un marché de l'électricité - à supposer que ce concept ait un sens - qui donne arbitrairement la priorité aux renouvelables intermittentes aléatoires, peut-il fonctionner, sauf à entraîner des coûts matériels et financiers pharaoniques pour le stockage et l'adaptation des réseaux ?

Après le mea-culpa de la Présidente de la Commission, les paroles ne peuvent suffire, il faut maintenant passer aux actes : tous les freins mis au développement du nucléaire, en particulier les pseudo-arguments relatifs à la soi-disant concurrence et au financement des nouveaux projets nucléaires doivent cesser. La Commission sera jugée sur ses actes et se disqualifierait définitivement si elle ne mettait pas ses actes en cohérence avec ses paroles.

Or, immédiatement après son discours la Commissaire Européenne a annoncé mettre en œuvre 200 millions d'Euros pour le nucléaire et 30 milliards pour l'éolien et le solaire. Est-ce vraiment en ligne avec ce discours et l'intérêt de l'Europe ?